

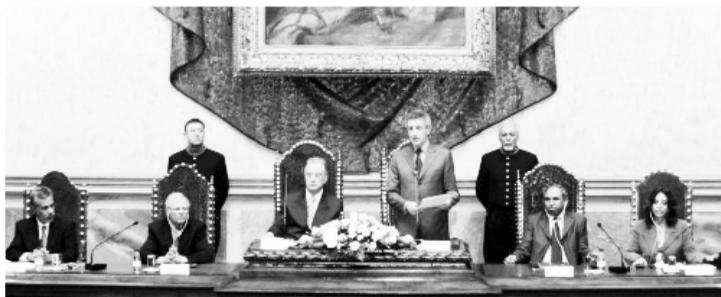
La cérémonie de remise du Prix Nord-Sud de Lisbonne 2002



Centre Nord-Sud
du Conseil de l'Europe



La cérémonie de remise du prix Nord-Sud de Lisbonne 2002





Cette publication a été réalisée grâce au soutien de la Commission européenne, dans le cadre de la subvention au fonctionnement du Centre Nord-Sud (A 3033/2003).

Sommaire

Les discours de la cérémonie de remise du prix Nord-Sud de Lisbonne 2002 ont été prononcés dans la salle du Sénat de l'Assemblée de la République du Portugal le 16 juin 2003.

	Page
Introduction	5
M. João Bosco Mota Amaral	
Président de l'Assemblée de la République du Portugal	
Version française	9
Version originale portugaise	14
M. Klaus Schumann	
Directeur général des affaires politiques, Conseil de l'Europe	
Version originale française	19
M. Driss Khrouz	
Vice-président du Conseil exécutif du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe	
Version originale française	24
Mme Albina du Boisrouvray	
Lauréate du prix Nord-Sud Fondatrice et présidente de l'Association François-Xavier Bagnoud	
Version française	29
Version originale anglaise	37
M. Kay Rala Xanana Gusmão	
Lauréat du prix Nord-Sud Président de la République démocratique du Timor-Leste	
Version française	44
Version originale portugaise	53
M. Jorge Sampaio	
Président de la République du Portugal	
Version française	62
Version originale portugaise	65

Introduction

Le prix Nord-Sud de Lisbonne est attribué annuellement depuis 1995 à deux personnalités (une du Nord, une du Sud, de préférence une femme et un homme) qui se sont distinguées par leur attachement profond, des réalisations remarquables et/ou les bons espoirs d'avenir apportés dans le domaine de la protection des droits de la personne, de la défense de la démocratie pluraliste, du partenariat et de la solidarité Nord-Sud.

Les parties prenantes - quadrilogue - du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe (gouvernements, parlementaires, pouvoirs locaux et régionaux, organisations non gouvernementales de la société civile), les organisations internationales et régionales gouvernementales, les représentants des médias sont appelés à nommer des individus, un groupe d'individus ou une organisation dont les activités méritent cette distinction.

Le jury du prix Nord-Sud, composé de six personnalités de différentes nationalités et régions du monde, nomme les lauréats après délibération.

En 1995, l'un des prix a été décerné à Peter Gabriel, dont l'œuvre musicale a contribué au rayonnement des musiques du monde. En 1992, il a lancé le programme Witness qui a permis de fournir un appui logistique aux militants des droits de l'homme à travers le monde. L'autre prix a été attribué à Vera Duarte, première femme à être élue à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

Le prix Nord-Sud 1996 a, pour sa part, été remis à Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France Libertés, et, de manière symbolique, aux femmes algériennes.

Mary Robinson a été l'une des récipiendaires du prix Nord-Sud 1997. Ancienne Présidente de l'Irlande, son implication soutenue dans le domaine des droits de l'homme l'a conduite à occuper le poste de haut-commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme depuis cette même année. Patricio Aylwin,

ancien Président du Chili, a soutenu et défendu avec ardeur le processus de transition démocratique dans son pays. En guise de mention pour le travail accompli, il s'est vu attribuer l'autre prix.

Le prix 1998 a été décerné à Graça Machel, présidente de l'Organisation nationale des enfants du Mozambique pour son rôle éminent auprès des enfants de son pays affligés par la guerre et, parallèlement, pour son dévouement à la cause de l'éducation. Lloyd Axworthy, ministre des Affaires étrangères du Canada, s'est également vu attribuer le prix pour son travail remarquable dans la lutte pour bannir l'utilisation des mines anti-personnel à l'échelle internationale.

En 1999, l'engagement du commissaire européen, Emma Bonino, pour les grandes causes humanitaires à travers son intervention directe dans les pays déchirés par la guerre et auprès des populations les plus démunies, a été récompensé. L'autre prix a été remis à Abderrahman Youssoufi, Premier ministre du Royaume du Maroc et ardent défenseur des droits de l'homme dans les pays arabes. Son travail soutenu et inconditionnel pour la cause a ainsi été mis en relief.

Le prix Nord-Sud 2000 a été attribué à Marguerite Barankitse, responsable de centres d'accueil pour enfants au Burundi et Mário Soares, ancien Président de la République du Portugal. La première a su se démarquer à travers son dévouement pour la cause des enfants victimes de la guerre, notamment les orphelins. Mário Soares est reconnu pour sa lutte contre la dictature dans son pays. Suite à la révolution d'avril 1974, il a été nommé membre du gouvernement à plusieurs reprises et Président de la République au cours de deux mandats. Il a été président du Conseil des Sages du Conseil de l'Europe. Conseiller d'État depuis 1996, il est également parlementaire européen depuis 1999. Il préside plusieurs institutions dont la Fondation Mário Soares et la Fondation Portugal-Afrique.

En 2001, c'est à Maria de Nazaré Gadelha Ferreira Fernandes, responsable juridique du Centre de défense des droits de l'homme du diocèse de Rio Branco, dans l'État d'Acre (Brésil) qu'a été décerné le prix. Son témoignage sur l'existence

de groupes organisés d'extermination et de trafic de drogues dans cet État lui a valu de sérieuses menaces. Par son action courageuse, Nazaré Gadelha contribue de façon considérable à la lutte contre l'impunité.

Le prix a également été attribué à Cornelio Sommaruga, docteur en droit, ancien président du Comité international de la Croix-Rouge, ardent défenseur du processus d'Ottawa et expert de la problématique des mines, actuellement président du Centre international de déminage humanitaire de Genève.

C'est à Mme Albina du Boisrouvray, fondatrice et présidente de l'Association François-Xavier Bagnoud et à Xanana Gusmão, Président de la République démocratique du Timor-Leste que le jury a décidé d'attribuer le prix Nord-Sud 2002.

Mme du Boisrouvray est connue pour son action sur différents continents dans la lutte contre le sida, le soin des enfants orphelins et malades du sida, la promotion et la protection des droits de l'enfant, les relations entre la santé et les droits de l'homme et les soins palliatifs à domicile.

Xanana Gusmão, leader de la résistance timoraise de 1979 à 1999, est reconnu comme un fervent partisan de l'État de droit, de la démocratie pluraliste et du respect des droits de l'homme. Le Président de l'État le plus jeune du monde prône l'ouverture de son pays et la réconciliation avec l'ancien ennemi.

João Bosco Mota Amaral

Président de l'Assemblée de la République du Portugal



Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Président de la République
du Timor-Leste,
Madame Albina du Boisrouvray,
Monsieur le représentant du Secrétaire
Général du Conseil de l'Europe,
Monsieur le représentant du Conseil exé-
cutif du Centre Nord-Sud du Conseil de
l'Europe,
Mesdames et Messieurs,

La remise du prix Nord-Sud du Conseil de l'Europe dans cette historique salle du Sénat du Palais de São Bento est désormais une tradition.

C'est un honneur pour l'Assemblée de la République de participer à cet hommage rendu aux hautes personnalités tour à tour récompensées par une distinction si prestigieuse.

C'est pour moi une particulière satisfaction de participer à cette cérémonie, en témoignage de mon adhésion déjà ancienne aux idéaux du Conseil de l'Europe.

J'ai commencé à collaborer avec cette importante institution vers la fin des années 1970, dans le cadre des activités mises en œuvre par le Congrès permanent des pouvoirs locaux et régionaux.

J'ai trouvé dans ce forum spécialisé dans la problématique de la démocratie participative et dans la construction d'une véritable Europe des citoyens une franche ouverture aux enjeux spécifiques des régions insulaires.

Les trois conférences sur les régions insulaires européennes organisées sous l'égide du Conseil de l'Europe aux Canaries en 1981, aux Açores en 1984 et dans les îles Åland en 1991 ont contribué de façon déterminante à l'élaboration d'une doctrine et d'une politique européennes à l'égard des territoires insulaires et de leurs peuples.

La logique de cette approche attentive et compréhensive était en fin de compte celle de la défense des droits humains dont la concrétisation requiert la promotion des conditions de liberté de chaque personne et du développement de chaque communauté humaine.

Les droits humains sont la marque du Conseil de l'Europe et son action depuis sa création, au lendemain de la guerre, s'est instituée comme une pièce maîtresse de la construction de la nouvelle Europe unie.

Le Portugal est un partenaire particulièrement engagé dans les activités du Conseil de l'Europe. Depuis son admission comme État membre immédiatement après la révolution du 25 avril et la restauration de la démocratie, nombreuses ont été les initiatives dynamisantes des délégations portugaises qui s'y sont succédées, tant au niveau parlementaire et gouvernemental que des pouvoirs locaux et régionaux.

J'ai eu l'honneur de faire partie de la délégation portugaise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe depuis mon retour au parlement, fin 1995, jusqu'à mon élection comme président de l'Assemblée de la République du Portugal.

Durant les trois dernières années de cette période, j'ai présidé la Commission de suivi des obligations des États membres, notamment des nouvelles démocraties post-communistes d'Europe centrale et de l'Est. Je suis en cela un témoin privilégié de l'efficacité du travail du Conseil de l'Europe pour le renforcement de démocraties pluralistes, respectueuses des droits humains et basées sur l'État de droit et la primauté de la loi.

Les droits humains, par définition, ne connaissent pas de frontières. Ils sont inhérents à la dignité même de la personne

humaine et commandent le respect de tout pouvoir quel qu'il soit tout autour de la terre.

Le Centre Nord-Sud, issu d'une initiative portugaise et dont le siège est à Lisbonne, constitue un instrument pour la réalisation de ces objectifs dans le cadre du dialogue nécessaire entre les deux hémisphères.

Le prix Nord-Sud récompense chaque année des personnalités dont les mérites sont remarquables dans ces domaines.

Pour la présente édition du prix, il aurait été difficile de faire un choix plus juste.

Le Président Xanana Gusmão, que je salue cordialement, en signe d'amitié fraternelle, s'est imposé au respect du monde en tant que protagoniste de la lutte héroïque du peuple du Timor-Leste pour son autodétermination et son indépendance.

S'étant distingué comme guerrier dans la lutte contre l'occupant illégitime et oppresseur, il a souffert comme son peuple d'innombrables privations, de la répression et de la prison. Plus on essayait de le réduire au silence, ou même de l'éliminer, plus il s'élevait dans la considération générale, au Timor, au Portugal et dans le monde entier.

Aujourd'hui le Président Xanana Gusmão, mandaté librement par le peuple du Timor, préside le plus jeune État de la communauté internationale. Son mérite est si grand que les prix et les hommages pleuvent sur lui de toutes parts.

Les épreuves qu'impose l'exercice du pouvoir, dans les circonstances difficiles que sont la construction de l'État démocratique et le démarrage du développement économique et social, se sont révélées bien ardues et peut-être plus difficiles encore en termes de discernement et même de courage physique et moral que les âpretés de la lutte de la guérilla dans les montagnes du Timor.

Dans son discours, et cela depuis le premier jour de l'indépendance, apparaissent de fréquents appels à la paix, à la

réconciliation, au pardon, particulièrement significatifs et nécessaires face à une génération qui est née et a grandi dans la guerre.

Sur la tête du Président Xanana Gusmão brillent désormais les signes de nombreux soucis... Mais nous pouvons lire dans son regard déterminé la sagesse, que seule l'expérience enseigne, la fermeté de son adhésion à la cause des droits humains, que le prix Nord-Sud ne fait que confirmer, ainsi qu'une sereine confiance dans l'avenir - l'avenir du Timor-Leste et de son peuple triomphal.

La sensibilisation de l'opinion mondiale pour le respect des plus défavorisés, qu'il s'agisse des professionnels de la santé, des dirigeants ou des simples citoyens, a marqué le parcours de Mme Albina du Boisrouvray. La lutte contre le sida qu'elle mène avec son Association François-Xavier Bagnoud, du nom de son infortuné fils, se caractérise dans tous les continents par la tendresse avec laquelle elle défend les enfants orphelins et malades infectés par le néfaste VIH, l'un des plus grands fléaux de notre époque.

Une nouvelle approche des soins de santé, précisément inspirée du respect des droits humains et s'adressant tout particulièrement aux plus vulnérables, marque l'œuvre de Mme Albina du Boisrouvray.

Pour reprendre les mots qu'elle a employés dans une pétition envoyée au Secrétaire Général des Nations Unies en faveur des droits des orphelins du sida : «comme les enfants n'ont pas droit au vote, ne consomment pas et n'ont pas de voix, nous, les adultes du monde développé, devons parler en leur nom et défendre leurs droits».

Mesdames et Messieurs,

Le Président de la République est toujours le bienvenu dans ces sympathiques cérémonies du Centre Nord-Sud.

Le Président Jorge Sampaio s'y associe certainement par plaisir personnel, signe de son lien immuable et ancien avec le

Conseil de l'Europe et de son identification, depuis toujours, à la promotion des droits humains.

Au nom du Parlement, je vous remercie de votre présence aujourd'hui, dans cette maison qui est aussi la vôtre.

Je vous demande de contribuer à cet hommage que nous rendons aux deux illustres lauréats en remettant personnellement le prix Nord-Sud du Conseil de l'Europe 2002 au Président Xanana Gusmão et à Mme Albina du Boisrouvray.

João Bosco Mota Amaral

Presidente da Assembleia da República de Portugal

Senhor Presidente da República,
Senhor Presidente da República de Timor-Leste,
Senhora Dra Albina du Boisrouvray,
Senhor Representante do Secretário-Geral do Conselho da Europa,
Senhor Representante do Conselho Executivo do Centro Norte-Sul do Conselho da Europa,
Minhas Senhoras e Meus Senhores,

Constitui já tradição, anualmente repetida desde o início, a entrega do Prémio Norte-Sul do Conselho da Europa nesta histórica Sala do Senado do Palácio de São Bento.

A Assembleia da República honra-se em participar assim na homenagem às altas personalidades sucessivamente laureadas com tão prestigiada distinção.

Para mim é motivo de particular satisfação participar nesta cerimónia, dando testemunho do meu já antigo apego aos ideais do Conselho da Europa.

Comecei a colaborar com esta importante instituição ainda nos finais da década de setenta do século passado, no âmbito das actividades promovidas pelo agora designado Congresso Permanente dos Poderes Locais e Regionais.

Encontrei da parte deste fórum, especializado na problemática da democracia participativa e na construção de uma verdadeira Europa dos Cidadãos, decidida abertura para as questões específicas das regiões insulares.

As três Conferências das Ilhas Europeias, organizadas sob a égide do Conselho da Europa, nas Canárias, em 1981; nos

Açores, em 1984 e nas Aland, em 1991, contribuíram decisivamente para a elaboração de uma doutrina e de uma política europeias para os territórios insulares e seus povos.

A lógica desta abordagem atenta e compreensiva era afinal a da salvaguarda dos Direitos Humanos, cuja concretização postula a promoção das condições de liberdade de cada pessoa e de desenvolvimento de cada comunidade humana.

Ora, os Direitos Humanos são o timbre do Conselho da Europa e a acção por ele desenvolvida desde a sua fundação, ainda no rescaldo da Segunda Guerra Mundial, consagrou-se definitivamente como peça central da construção da nova Europa Unida.

Portugal tem sido um parceiro especialmente empenhado nas actividades do Conselho da Europa. Admitido como Estado-membro logo após a restauração do regime democrático com a Revolução do 25 de Abril, muitas têm sido as iniciativas dinamizadoras das sucessivas delegações portuguesas, quer no âmbito parlamentar, quer no âmbito governamental e dos poderes locais e regionais.

Tive a honra de fazer parte da delegação portuguesa à Assembleia Parlamentar do Conselho da Europa desde o meu regresso ao Parlamento, em finais de 1995 até à minha eleição para Presidente da Assembleia da República.

Nos últimos três anos desse período, presidi à Comissão de Acompanhamento das Obrigações dos Estados-Membros, mormente as novas democracias pós-comunistas do centro e Leste da Europa. Sou por isso testemunha privilegiada da eficácia do labor do Conselho da Europa em prol do fortalecimento de democracias pluralistas, respeitadoras dos Direitos Humanos e assentes no Estado de Direito e no primado da lei.

Os Direitos Humanos, por definição, não conhecem fronteiras. Derivados da própria dignidade da pessoa humana impõem-se ao respeito de todo e qualquer poder em todo o orbe da Terra.

O Centro Norte-Sul, surgido de iniciativa portuguesa e com sede em Lisboa, constitui instrumento para a realização desses objectivos, no âmbito do diálogo entre os dois hemisférios, de imperiosa necessidade.

O Prémio Norte-Sul distingue em cada ano personalidades com destacados méritos em tais domínios.

Para a presente edição do prémio, dificilmente se poderia fazer escolhas mais ajustadas.

O Presidente Xanana Gusmão, que cordialmente saúdo, com gesto de fraterna amizade, impôs-se ao respeito do mundo como protagonista da luta heróica do Povo de Timor-Leste pela sua auto-determinação e independência.

Tendo-se destacado como guerrilheiro contra o ocupante ilegítimo e opressor, sofreu, tal como o seu povo, inúmeras privações, a repressão, o cárcere... Quanto mais tentavam silenciá-lo ou mesmo eliminá-lo, mais a sua figura se erguia na consideração geral, em Timor, em Portugal, no mundo inteiro.

Hoje o Presidente Xanana Gusmão, com mandato livre do Povo Timorense, preside ao mais jovem estado da comunidade internacional. E tanto é o mérito por isso acumulado que chovem sobre ele prémios e homenagens de todas as procedências.

As provações do exercício do poder, nas difíceis circunstâncias da construção do estado democrático e da arrancada do desenvolvimento económico e social, têm-se revelado bem árduas e talvez não menos exigentes, em discernimento e até mesmo em coragem física e moral, do que as agruras da luta da guerrilha nas montanhas de Timor.

No seu discurso, desde o primeiro dia da independência, avultam frequentes apelos à paz, à reconciliação e ao perdão, especialmente significativos e necessários perante uma geração que nasceu e cresceu em guerra.

Sobre a cabeça do Presidente Xanana Gusmão brilham agora os sinais de muitas arrelias... Mas no seu olhar determi-

nado pode ler-se a sabedoria, que só a experiência ensina, a firmeza do seu compromisso com a causa dos Direitos Humanos, que o Prémio Norte-Sul apenas confirma, bem como uma serena confiança no futuro - no futuro de Timor-Leste e do seu povo triunfal.

A sensibilização da opinião pública mundial para o respeito dos mais desfavorecidos, seja ela constituída por profissionais de saúde, governantes ou simples cidadãos, tem marcado o percurso da Dra. Albina du Boisrouvray. A luta contra a sida que tem desenvolvido através da Associação François-Xavier Bagnoud, nome do seu malgrado filho, tem-se distinguido em todos os continentes pelo carinho com que defende as crianças órfãs e doentes infectados pelo nefasto HIV, um dos maiores flagelos do nosso tempo.

Uma nova concepção dos cuidados de saúde, devidamente inspirada pelo respeito dos Direitos Humanos e especialmente vocacionada para os mais desprotegidos, marca a obra da Dra. Albina du Boisrouvray.

Utilizando as suas próprias palavras na petição que enviou ao Secretário-Geral das Nações Unidas a favor dos direitos dos órfãos da sida: "Como as crianças não têm direito a voto, não são consumidoras e não têm voz, nós, os adultos do mundo desenvolvido, devemos falar em seu nome e defender os seus direitos".

Minhas Senhoras e
Meus Senhores,

O Presidente da República é sempre bem-vindo a estas simpáticas cerimónias do Centro Norte-Sul.

O Presidente Jorge Sampaio fá-lo-á decerto com gosto pessoal, pela sua firme e também antiga ligação ao Conselho da Europa e a sua identificação, desde sempre, com a promoção dos Direitos Humanos.

Em nome do Parlamento, agradeço-lhe a presença, hoje, nesta casa, que aliás é também sua.

E peço-lhe que colabore na nossa homenagem aos ilustres laureados, fazendo pessoalmente a entrega, ao Presidente Xanana Gusmão e à Senhora Dra. Albina du Boisrouvray, das insígnias do Prémio Norte-Sul do Conselho da Europa 2002.

Klaus Schumann

Directeur général des affaires politiques, Conseil de l'Europe



Monsieur le Président de la République
du Portugal,
Monsieur le Président de la République
du Timor-Leste,
Monsieur le Président de l'Assemblée de
la République du Portugal,
Monsieur le secrétaire d'État,
Excellences, Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur pour le Conseil
de l'Europe et pour son Centre Nord-Sud
que nous puissions nous retrouver ici une nouvelle fois dans
cette prestigieuse salle du Parlement portugais pour la remise
du prix Nord-Sud.

Je tiens d'abord à féliciter les deux lauréats du prix 2002,
Mme Albina du Boisrouvray et M. le Président Xanana Gusmão.
Mais je souhaiterais également saisir cette occasion pour
remercier le Gouvernement et le Parlement portugais du sou-
tien constant et généreux qu'ils apportent au Centre Nord-Sud
en l'accueillant ici à Lisbonne depuis plus d'une douzaine
d'années.

Vos présences à cette cérémonie, Monsieur le Président de
la République et Monsieur le Président de l'Assemblée, sont la
preuve tangible, s'il en fallait une, de votre attachement au
Conseil de l'Europe et ses valeurs, ainsi qu'aux buts du Centre
Nord-Sud dont votre pays a eu la vision et la détermination de
proposer la création à la fin des années 80.

C'était, en effet, un acte politique plein de signification et de
symbolique quand, à la fin 1989, année historique pour notre
continent, le Conseil de l'Europe a pris au même moment la

décision de s'ouvrir vers les démocraties émergentes de l'Europe centrale et de l'Est en les soutenant activement dans leurs réformes, ainsi que de s'ouvrir vers le monde en créant le Centre pour l'interdépendance et la solidarité mondiales, notre Centre Nord-Sud.

Le but était de partager avec l'ensemble de l'Europe et à travers le monde les fruits et l'expérience d'une action menée depuis 1949 pour surmonter les atrocités et les terreurs du passé par la réconciliation, le dialogue, une coopération tous azimuts, et surtout par l'engagement commun du respect des valeurs des droits de l'homme, de la prééminence du droit et de la démocratie pluraliste en tant que garants de la paix, de la stabilité et de la justice.

Aujourd'hui, au lendemain des événements au Moyen-Orient et devant la recrudescence de la violence au Proche-Orient, personne ne peut douter de l'importance et de la nécessité de la promotion et du respect de ces valeurs de base, indispensables au progrès de la justice et de la paix dans le monde.

Le Centre Nord-Sud en tant que lieu de rencontre, de dialogue et d'apprentissage favorise la compréhension mutuelle et sollicite le sens de la solidarité à travers le dialogue interculturel, interethnique et interreligieux. La méfiance, voire même la haine et la violence, sont trop souvent le résultat de la simple ignorance de l'autre.

Le Centre Nord-Sud, qui est en quelque sorte notre fenêtre sur le monde, peut contribuer de manière significative à ce dialogue de la compréhension qui passe nécessairement en tout premier lieu par nos proches voisins du pourtour méditerranéen.

C'est pourquoi je me réjouis particulièrement de la présence à cette tribune aujourd'hui de notre ami Driss Khrouz, vice-président du Conseil exécutif du Centre, venu de Rabat pour assister à la remise du prix Nord-Sud. Nous espérons que la volonté exprimée de son pays de rejoindre le Centre en tant que membre à part entière pourra bientôt se réaliser.

Monsieur le Président,

Ces valeurs, qui constituent l'impératif de l'action du Conseil de l'Europe et de son Centre Nord-Sud, sont l'antithèse de la domination par la guerre et par l'injustice. C'est pourquoi nous sommes fiers de voir décerner le prix Nord-Sud 2002 à deux personnalités exceptionnelles qui se sont illustrées par leur action dans des domaines très différents en faveur des droits de l'homme et contre l'oppression et l'injustice.

Madame Albina du Boisrouvray, vous avez choisi de vous consacrer à la défense des plus démunis, les enfants orphelins du sida et de la guerre. En effet, depuis de nombreuses années, vous menez campagne sans relâche pour alerter les décideurs du Nord et du Sud sur la situation de ces enfants et sur le fait que le sida n'est pas uniquement un problème médical mais aussi une grave crise sociale qui frappe les plus vulnérables. Le 8 mai de l'année dernière, vous avez présenté au Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, une pétition signée par plus de deux millions de personnes en faveur des droits des orphelins du sida. Celle-ci demande aux gouvernements et aux donateurs d'inscrire dans leur programme comme une priorité absolue le financement d'actions d'aide aux 100 millions d'enfants orphelins du sida attendus d'ici 2010. Madame, vous aimez à répéter que, puisque les enfants ne votent pas et n'achètent pas, ils n'ont pas de voix et nous, adultes du monde développé, nous devons donc parler pour eux et défendre leurs droits.

Mais vous avez également joint l'acte à la parole. Vous avez vous-même lancé dans trois pays africains des activités génératrices de revenus (AGR) au profit de 5000 familles (tuteurs) qui prennent les orphelins sous leur protection. Ces projets ont permis à ce jour à 20 000 enfants de rester avec leurs familles et dans leurs communautés où ils peuvent trouver affection et protection.

Madame, c'est une immense satisfaction pour nous de vous décerner ce prix. La protection des enfants en général et notamment des plus vulnérables ne peut laisser le Conseil de l'Europe indifférent, car notre organisation œuvre aussi en faveur des droits et de la protection des enfants.

Monsieur le Président Xanana Gusmão, vous avez pris d'énormes risques pour la défense des droits de l'homme. Vous avez passé la moitié de votre vie à œuvrer pour la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple du Timor-Leste. Arrêté en 1992, vous avez été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité avant de voir votre peine commuée par la suite en vingt ans de détention. Vous avez passé sept ans dans les geôles avant de retrouver la liberté le 7 septembre 1999, une semaine après le vote pour l'indépendance de votre pays organisé sous l'égide des Nations Unies. Le 14 avril 2002, vous avez été brillamment élu, avec 82,69 % des voix, chef du 191^e et plus jeune État du monde.

Monsieur le Président,

Déjà en 1991, le Comité des Ministres et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a condamné avec force la violation des droits fondamentaux du peuple du Timor-Leste ainsi que l'annexion de votre pays en 1976 comme une violation du droit international. Plus tard, en 1999, le Comité des Ministres a fermement condamné les atrocités et les actes de violence et de terreur qui ont suivi la consultation populaire et il a souligné que la population du Timor-Leste devait pouvoir jouir de l'indépendance qu'elle avait librement choisie.

Monsieur le Président,

Depuis votre accession à la magistrature suprême de votre pays, vous vous êtes fixé trois objectifs : la réconciliation nationale, la lutte contre la pauvreté et la défense d'une démocratie pluraliste. Apôtre de la réconciliation, vous avez préféré les chemins du droit aux sentiers de la vengeance. En ces périodes où l'on voit se développer dans le monde l'intolérance et le terrorisme, vous êtes un modèle de pondération et de tolérance. En vous décernant aujourd'hui le prix Nord-Sud, le Conseil de l'Europe et le Centre Nord-Sud ont voulu honorer votre parcours exceptionnel mais également votre engagement actuel en faveur de la réconciliation, de la tolérance et de la consolidation d'une démocratie pluraliste.

Les deux lauréats que nous honorons aujourd'hui sont deux personnalités d'exception tant par leur parcours et leur humanisme que par leur défense constante des droits de l'homme aux niveaux de l'État et de la société. Attaché profondément à ces valeurs, le Conseil de l'Europe souhaite par l'attribution de ce prix leur exprimer sa reconnaissance et son soutien pour leur action.

Driss Khrouz

Vice-président du Conseil exécutif du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe



Monsieur le Président de la République
du Portugal,
Monsieur le Président de la République
du Timor-Leste,
Monsieur le Président de l'Assemblée de
la République du Portugal,
Monsieur le directeur général, représen-
tant du Secrétaire Général du Conseil de
l'Europe,
Madame Albina du Boisrouvray,
Mesdames, Messieurs,

C'est avec une grande satisfaction que je prends la parole devant cet honorable auditoire au nom du président du Centre européen pour l'interdépendance et la solidarité mondiales, le Centre Nord-Sud.

C'est aussi une grande joie de participer à la cérémonie de remise du prix Nord-Sud aux deux lauréats, les heureux élus de l'année 2002, M. Xanana Gusmão et Mme Albina du Boisrouvray.

J'aimerais exprimer toute la gratitude du Centre Nord-Sud et de son président au Président de la République, au Gouvernement et à l'Assemblée de la République du Portugal pour leur appui continu, attentif et efficace aux activités du Centre. L'accueil de cette cérémonie, dans cette majestueuse salle et pour la huitième année consécutive, en est une illustration parfaite.

La mission du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe repose sur le principe fondamental de l'éducation à la citoyenneté par le dialogue entre les peuples et entre les civilisations, par le respect, le partenariat et la solidarité. À travers une structure à quatre

pilliers, les représentants des gouvernements, des parlements, des pouvoirs locaux et des mouvements associatifs, le Centre Nord-Sud essaie de promouvoir les valeurs des droits de l'homme.

La création du Centre Nord-Sud est le résultat d'un Accord partiel de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en janvier 1989, à la suite d'une proposition du Gouvernement du Portugal, prolongeant une campagne contre le racisme lancée à Madrid en 1988. Le Centre Nord-Sud, qui vit et travaille depuis le début des années 90, est un témoin engagé des profondes mutations que le monde vit depuis et qui l'ont totalement bouleversé.

En effet, avec la chute du mur de Berlin en 1989, les fondements de la politique, du droit et de l'économie, hérités de la fin de la seconde guerre mondiale, ont totalement changé. Ce n'est pas seulement à la fin d'un monde - bipolaire, où le communisme s'oppose au capitalisme - auquel nous assistons, mais à la naissance d'un autre monde. À une géostratégie basée sur l'équilibre de deux pôles, se substitue la logique d'un seul pôle, comparable aujourd'hui à un empire des temps modernes.

La mondialisation de l'économie, des technologies numériques et de la finance sert de support à une autre mondialisation, politique et sécuritaire. La Russie et la Chine ne cherchent qu'à trouver leur place et à tirer profit de cette architecture où l'OMC, le G8, le FMI et la Banque mondiale dictent de plus en plus leurs directives à l'Organisation des Nations Unies.

La conférence de Barcelone, qui s'est tenue en 1995, et le partenariat euro-méditerranéen qui en découle, s'inscrivent dans ce contexte où L'Union européenne, pour échapper à l'encerclement, se déploie sur ses flancs Sud et Est. Elle continue de se déployer en permettant l'adhésion de dix pays d'Europe centrale et orientale. L'Union européenne sera composée de 25 membres à partir de mai 2004.

Le 11 septembre et l'invasion-occupation d'un Irak mis au banc des nations par un dirigeant sanguinaire constituent des pièces de ce vaste puzzle qui se construit sous nos yeux et qui crée notre quotidien, quel que soit le pays, quelle que soit la langue, la couleur ou la croyance.

C'est dans ce contexte, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, qu'il est important de rappeler que les droits humains sont universels, indivisibles et interdépendants. La Déclaration des droits de l'homme, dont nous sommes nombreux à nous réclamer, est universelle. Les valeurs sur lesquelles ces droits s'appuient sont l'aboutissement de plusieurs siècles de combats et de souffrances de l'humanité. Si par le hasard de l'histoire et de la géostratégie, ces principes ont été mis en œuvre dans certaines sociétés et par certaines élites, il n'en demeure pas moins qu'ils sont un patrimoine humain universel. Il n'y a pas de spécifique en matière de droits humains, il y a du particulier, du différent. Les forces économiques et les progrès sociaux et démocratiques que le monde a réalisés mettent à la disposition des populations des richesses matérielles fantastiques. Mais autant ces richesses sont exaltantes, autant l'exclusion d'une grande partie des humains de leur utilisation est choquante.

C'est ce paradoxe que nous vivons Monsieur le Président. Celui d'un monde riche qui clame à corps et à cris, à travers des médias de masse manipulés et manipulateurs, la justice, le bien-être, la gouvernance, la transparence mais qui accepte, plus grave, qui provoque des déchirements, des fractures et l'exclusion d'une partie de lui-même, d'une partie des siens, au nom du pouvoir d'achat et du confort sans concessions et sans lendemains.

C'est contre cette machine infernale, qui cultive l'individualisme et l'anonymat, que vous vous êtes soulevés l'un et l'autre Monsieur le Président, Madame la lauréate. Partant de cultures différentes, d'origines différentes, de milieux sociaux différents et de trajectoires différentes, vos convictions se rejoignent. Elles se rejoignent dans l'espoir, l'amour pour les humains, le respect d'autrui et la foi en notre destin commun. Le combat pour la dignité et le respect de l'être humain. Le droit à la liberté, le droit à la santé, le droit à gérer ses propres affaires, le droit à la défense de sa culture. C'est à travers la solidarité, la mobilisation citoyenne et la défense des plus démunis que vos engagements nous interpellent. C'est cela que le Centre Nord-Sud vous emprunte pour le mettre dans les registres de l'école citoyenne de la vie de tous les jeunes.

Monsieur Xanana Gusmão, Président de la République du Timor-Leste,

Vous avez connu la prison, le mépris, l'exil, parce que vous êtes un homme de conviction. La conviction qui est la vôtre, que vous avez osé porter haut et fort, au prix de grandes souffrances, nous la partageons tous Monsieur le Président. Mais tout le monde n'a pas le courage de la proclamer, de la défendre. À côté de la lâcheté des uns, ils sont nombreux, il y a le courage des autres, moins nombreux, dont vous faites partie. Votre combat pour la liberté, le respect et le développement sont ceux-là mêmes que le Centre Nord-Sud essaie de défendre à travers une culture de l'interdépendance et de la solidarité.

Madame Albina du Boisrouvray,

Vous mettez depuis 1989, votre amour, votre énergie et votre fortune au service de l'Association François-Xavier Bagnoud pour la défense de la dignité de l'homme et son droit le plus élémentaire à vivre en bonne santé, sans mépris et sans exclusion. C'est aux enfants orphelins du sida en particulier que vous donnez une voix, pour dire que la richesse arrogante du monde ne peut être que mise en échec tant que des humains sont exclus du droit à la santé et à la dignité par les forces aveugles des marchés.

À travers vos deux destins, Monsieur le Président, Madame du Boisrouvray, vous nous rappelez qu'il est de notre devoir - ne serait-ce que pour que nous vivions en paix et profitions de richesses que nous procure la mondialisation avec ses forces numériques et ses spéculations virtuelles - de faire de la défense des droits, de tous les droits humains, l'objectif ultime de notre vie.

La pauvreté et la maladie, quand elles s'accompagnent d'exclusion, sont une violation des droits humains, une atteinte au respect et à la dignité humaine.

La pauvreté devient alors humiliation. Elle ne peut générer que désespoir, révolte et violence.

Notre avenir, c'est de savoir conjuguer mondialisation, éthique, solidarité et équité.

Je vous exprime de nouveau les remerciements du Centre Nord-Sud pour l'exemple que vous nous donnez.

Merci Monsieur le Président de la République.

Albina du Boisrouvray

Fondatrice et présidente de l'Association François-Xavier Bagnoud



Monsieur le Président de la République du Portugal,
Monsieur le Président du Timor-Leste,
Monsieur le Président du Parlement de la République du Portugal,
Distingué représentant du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe,
Monsieur le vice-président du Conseil exécutif du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe,
Mesdames et Messieurs,

C'est avec une profonde satisfaction et une vive émotion que j'accepte de recevoir le prix Nord-Sud décerné par le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe. Merci infiniment. Je suis également profondément touchée et honorée de partager ce prix avec l'une des figures historiques de notre époque dont l'engagement pour les droits humains, qu'il a payé par des années de souffrance, a fini par mettre son peuple sur la voie de la libération, de la liberté et de la jouissance de ses droits fondamentaux : Xanana Gusmão, Président du Timor-Leste.

Permettez-moi de dédier ma moitié Nord du prix à mon fils François-Xavier Bagnoud, généreux pilote de sauvetage en hélicoptère. L'association qui porte son nom, l'Association François-Xavier Bagnoud, AFXB en abrégé, que nous avons fondée après sa mort accidentelle à l'âge de 24 ans, s'efforce de faire appliquer sur le terrain, jour après jour, les droits fondamentaux des enfants les plus démunis, des orphelins du sida et autres enfants vulnérables. Ce prix est également un hommage au travail des 550 collaborateurs de l'AFXB qui, de par le monde, contribuent sans relâche à changer le destin des plus démunis en leur donnant les moyens d'accéder à leurs droits fondamentaux.

L'Association François-Xavier Bagnoud met son action au service des problèmes oubliés de populations oubliées vivant dans des contrées oubliées. Je voudrais donc également accepter ce prix au nom des 200 millions d'enfants orphelins, orphelins du sida et vulnérables qui n'ont pas leur mot à dire et qui ne peuvent pas revendiquer l'application de leurs droits tels qu'ils sont énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant - une convention ratifiée au cours des dix dernières années par tous les pays de la planète excepté les États-Unis et la Somalie.

Les enfants ne votent pas, ils n'exercent aucune pression, et lorsqu'ils sont pauvres et orphelins, ils n'achètent pas. Ils ne pèsent donc pas sur les décisions prises par une société de pouvoir et d'abondance.

En dix ans, les choses n'ont pas beaucoup changé pour la majorité des enfants de notre monde où, sur six milliards d'habitants, environ deux milliards sont âgés de moins de 14 ans. Or, la Convention relative aux droits de l'enfant est assortie d'une obligation légale de mise en œuvre de ces droits.

- Aujourd'hui encore, 540 millions d'enfants dans le monde vivent dans des situations dangereuses et instables.

- 120 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas scolarisés ; 53 % d'entre eux sont des filles.

- 246 millions d'enfants travaillent dans des conditions abusives.

- 150 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année de maladies que l'on peut prévenir et de malnutrition en raison de la pauvreté et d'un accès insuffisant aux services sociaux de base.

- D'ici 2010, on dénombrera près de 200 millions d'orphelins, d'orphelins du sida et d'enfants vulnérables frappés par la misère et le désespoir, sombrant dans la décivilisation et venant grossir les rangs des 300 000 enfants soldats déjà recensés, des 1,2 millions d'enfants enlevés pour être livrés au trafic sexuel, auxquels s'ajoutent les millions d'inconnus qui se prosti-

tuent volontairement uniquement pour survivre. Et la liste ne s'arrête pas là.

Nelson Mandela a dit un jour : «Il n'est pas de miroir plus éclatant de l'âme d'une société que la manière dont elle traite ses enfants».

Il est un événement que je n'oublierai jamais et qui apparaît en filigrane dans bon nombre d'images chocs de l'histoire de notre 21^e siècle et d'informations diffusées par les médias. Il s'agit d'un vol de la Sabena reliant Conakry à Bruxelles et transportant à son insu deux adolescents ouest-africains désespérés qui s'étaient introduits clandestinement dans un train d'atterrissage, ayant perdu tout espoir d'avenir en Afrique. Yaguine Koita, 14 ans, et Fode Tourkana, 15 ans, rêvant d'une vie meilleure en Europe, sont morts de froid. Une lettre a été trouvée sur eux. Elle en dit long sur ce que nous devons faire pour ceux qui vivent dans un monde dépourvu de droits, exposé à la violence, aux maladies, au manque d'éducation, à l'exploitation et à la misère. Certaines parties de la lettre interpellent les dirigeants européens : «Nous plaçons notre confiance en vous, aidez-nous s'il vous plaît, peut-on y lire. Si nous nous sacrifions et mettons nos vies en danger, c'est parce que nous souffrons trop en Afrique et nous avons besoin de votre aide pour lutter contre la pauvreté et mettre fin à la guerre. Mais notre plus grand besoin est l'éducation. Nous vous demandons de nous aider à étudier, à devenir comme vous, en Afrique».

L'éducation : article 29 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Notre monde enfreint quotidiennement et dans l'indifférence les articles 29 et 19 qui invitent les États parties à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les enfants contre les violences physiques, mentales, sexuelles et contre l'exploitation. Et l'article 6 sur la survie et le développement de tous les enfants. Et l'article 24 qui prévoit que les enfants bénéficient du meilleur état de santé possible et qu'ils aient accès aux services médicaux et de rééducation. Pour couronner le tout, nous avons désormais le sida qui est non seulement une crise médicale, mais aussi une crise sociale, aggravant la pauvreté et repoussant toujours plus loin la perspective d'un accès aux droits.

Nous ne comprenons pas et ne mettons pas suffisamment en œuvre le lien indéfectible qui existe entre la santé et les droits de l'homme. Nous ne comprenons pas combien ce lien, lorsqu'il est respecté et pris en compte, est un puissant instrument d'éradication de la pauvreté et enracine la sécurité et la stabilité dans notre communauté internationale. Nous faisons exactement le contraire : nous laissons couvrir et prospérer dans l'indifférence l'exclusion, le manque d'éducation et la misère, et ce climat social malsain engendre les maux sociaux que sont l'instabilité et l'insécurité, qui se traduisent par une prolifération de la guerre et du terrorisme. Ainsi, la pauvreté et la santé peuvent générer un cercle vicieux impossible à briser. L'éducation et l'autonomisation des femmes sont les premières étapes de la reconquête de ces droits en vue de mettre fin à ce cercle vicieux.

C'est la raison pour laquelle je me suis alliée en 1992 au regretté Jonathan Mann, pionnier des droits de l'homme et de la lutte contre le sida, pour créer au sein de la faculté de santé publique de Harvard le Centre François-Xavier Bagnoud pour la santé et les droits de l'homme qui s'attache à défendre les droits des personnes les plus touchées par la pandémie, la misère et le manque de soins, avec une attention toute particulière accordée aux enfants.

L'AFXB mène 90 projets dans 17 pays, dont l'Inde avec ses 35 États et Territoires de l'Union qui disposent chacun d'au moins un programme AFXB. Nous participons à l'éducation et au sauvetage de milliers d'enfants au sein de leurs familles élargies et de leurs communautés locales en appliquant les articles fondamentaux de la Convention et en leur permettant de retrouver leur dignité. Mais nous ne faisons que raccommoquer quelques accros dans le filet de protection sociale du village mondial dont des enfants se détournent chaque jour pour tomber dans la barbarie.

Les orphelins présentent des taux effroyablement élevés de malnutrition, de rachitisme et d'analphabétisme. Parfois, leurs familles les exploitent ou s'approprient leur maigre héritage. En Tanzanie, au Zimbabwe, au Malawi, il existe tellement de foyers uniquement composés d'orphelins, le plus âgé ayant 15 ou 16 ans. Ils survivent grâce à la nourriture que leur procurent des

voisins. Personne ne s'occupe d'eux ; ils n'ont rien. Donc, par peur de ne rien avoir à manger demain, ils mettent quelques aliments de côté, qui pourrissent. Il n'y a pas de réfrigérateur. Les fourmis et les insectes grouillent sur les restes. Ces enfants vivent, mais ils vivent dans des conditions d'hygiène désastreuses et dans l'abandon le plus total, dans l'indignité et l'horreur. Ces enfants sont des recrues idéales pour la prostitution, le trafic de drogue, les gangs criminels et pour les milices crâpuleuses.

En Afrique de l'Ouest, un commandant rebelle a affirmé qu'un enfant de 12 ans était le parfait soldat. Suffisamment grand pour porter un AK42 et pour comprendre et exécuter un ordre, mais trop jeune pour éprouver des scrupules face à des actes terroristes de destruction humaine.

En Sierra Leone, Ibrahim, un jeune garçon devenu soldat à 8 ans et surnommé à 14 ans *General Shareblood* (sang partagé), a raconté à un correspondant français qu'il buvait une tasse de sang humain mélangé à des drogues tous les matins avant d'envoyer l'un des 50 enfants soldats sous ses ordres chercher un prisonnier ou un civil innocent dont il tranchait la tête avec une machette.

Regardez le journal du soir en Côte d'Ivoire ou au Congo et vous verrez des enfants portant des armes et combattant. Qui sont-ils ? Oui, ce sont des orphelins et très probablement des orphelins du sida, comme au Libéria comme en Ouganda où des milliers d'enfants sont enlevés par les rebelles de l'Armée de résistance du Seigneur, comme les Tigres tamouls au Sri Lanka.

Un rapport de Human Rights Watch révèle que l'armée régulière du Myanmar est composée à 20 % d'enfants : la plus grande armée d'enfants dans le monde. Pour punition, un enfant s'est vu arracher ses vêtements et administrer 30 coups de fouet. Une fois sa peau ensanglantée, l'officier a frotté du sel sur les blessures de son dos. Le jeune garçon a hurlé. Il est mort quelques heures plus tard.

Un autre rapport de Human Rights Watch raconte en détail les souffrances endurées par des orphelins âgés de trois ans à

peine et forcés de travailler dans des conditions qui relèvent pratiquement de l'esclavage comme domestiques ou ouvriers agricoles en Afrique de l'Ouest, dans des pays tels que la Côte d'Ivoire et le Togo.

En Colombie, selon le New York Times, des enfants assassins prennent de la cocaïne, tuent 10 à 15 personnes sous contrat avant d'être eux-mêmes abattus ou de mourir d'une overdose.

Ces enfants sont tous détenteurs de droits. Ils devraient avoir accès aux mécanismes de participation aux processus et aux décisions qui les concernent et qui ont des répercussions sur leur vie. Dans le Nord aussi, on se rend compte qu'à Londres, d'après le journal Le Monde, un enfant sur deux vit en dessous du seuil de pauvreté et se voit privé de ses droits élémentaires. Leurs parents sont des immigrés au chômage. En Russie, un million d'enfants traînent dans les rues. Ils survivent grâce au trafic de drogue, à la prostitution, et propagent le sida. Des enfants immigrés survivent à peine en Espagne et en France.

Une étude de l'International Herald Tribune sur la jeunesse dans les villes aux États-Unis fait état d'adolescentes violées, d'adolescents tués par balle et de jeunes non scolarisés de plus en plus nombreux. Comme l'a affirmé Jack Wuest, professeur à Chicago : «Ces gosses ont besoin d'une chance équitable et on ne la leur donne pas.» Cette «chance équitable» devrait être l'accès à leurs droits élémentaires, surtout dans le pays le plus riche du monde.

Tous ces enfants vulnérables, orphelins et orphelins du sida doivent réintégrer de toute urgence et de manière effective leurs communautés où ils recevront une éducation, des soins médicaux, de la nourriture, l'amour de leur famille et un soutien psychologique si l'on veut éviter la catastrophe mondiale qui guette la jeunesse.

Certaines lueurs d'espoir méritent d'être mentionnées, toutes proportions gardées, au niveau mondial. Au Kenya par exemple, le Président Kibaki a proclamé l'éducation gratuite pour tous. Plus d'un million d'enfants en âge d'être scolarisés ont immédia-

tement investi les salles de classe. Une lente amélioration se fait également sentir en Amérique latine, particulièrement au Mexique et au Brésil, en ce qui concerne la santé et le niveau d'éducation des enfants.

Les nations doivent s'unir pour un avenir meilleur afin que les enfants puissent jouir de leurs droits sans délai partout dans le monde, non pas frontière après frontière mais au titre d'une urgence sociale mondiale. La crise internationale, qui touche des centaines de millions d'enfants qui représentent l'avenir de notre village planétaire (cette coopérative mondiale dont nous sommes tous actionnaires), s'inscrit dans une crise mondiale de gouvernance. La population grandissante d'orphelins du sida est la vitrine de cette crise.

Vous tous ici présents aujourd'hui pouvez faire beaucoup. Vous avez le pouvoir de prendre en considération dans toutes vos activités cette immense population de jeunes gens privés de droits. On ne pourrait trouver meilleur chef de file que le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe pour mobiliser cet effort, en commençant par la Communauté européenne. Et le Portugal, fer de lance de ce combat, ainsi que tous les ambassadeurs réunis ici pour débattre de ce sujet.

Vous avez le pouvoir d'encourager, d'instruire et de stimuler les gouvernements de façon à ce que cette question devienne une priorité. L'AFXB a modestement lancé deux activités à titre gracieux. La première consiste à convaincre les maires du monde entier de déclarer le 7 mai Journée des orphelins du sida. Cette année, plus de 250 maires et chefs de village des quatre coins du monde s'y sont ralliés. Et nous avons l'intention de faire beaucoup mieux l'année prochaine.

La seconde vise à mobiliser la jeunesse du Nord pour qu'elle devienne le porte-parole de la jeunesse du Sud. Cette année, 20 écoles new-yorkaises de Manhattan, du Bronx et de Brooklyn ont recueilli de l'argent pour les orphelins du sida et chaque classe a fabriqué un filet de protection symbolique à partir d'un filet de pêcheur. Elles ont ensuite déployé ces filets sur les murs d'un immense gymnase avec de petits messages d'espoir attachés aux nœuds du filet. De la même façon, nous, les adultes,

devons encourager la création d'un mouvement de jeunes du Nord prêt à aider les enfants du Sud.

Je terminerai en citant les paroles d'une jeune fille et d'un jeune garçon du Sud. La petite Gabriela Azurduy, âgée de 13 ans et originaire de Bolivie, a dit : «Nous ne sommes pas la source des problèmes, nous sommes les ressources dont vous avez besoin pour les résoudre».

Et un adolescent du Bangladesh : «Offrez-nous, à nous vos enfants, un beau présent. Nous vous offrirons, à notre tour, un bel avenir».

Albina du Boisrouvray

Founder and President of the François-Xavier Bagnoud Association

Mr President of the Republic of Portugal,
Mr President of East Timor,
Mr President of the Assembly of the Republic of Portugal,
Distinguished Representative of the Secretary General of the Council of Europe,
Mr Vice-President of the Executive Council of the North-South Centre of the Council of Europe,
Ladies and Gentlemen,

It is with deep appreciation and much emotion that I accept the honor of receiving the North-South Prize from the North-South Centre of the Council of Europe. Thank you very, very much. I am also deeply moved and honored to share the prize with one of the historic figures of our time whose commitment to human rights led him to years of suffering, but in the end launched his people on the path to liberation, freedom and exercise of their basic rights: Xanana Gusmão, President of East Timor.

I would like to dedicate my North half of the Prize to my son François-Xavier Bagnoud, a generous helicopter rescue pilot, after whose accidental death at the age 24, we founded the Association that carries his name, François-Xavier Bagnoud, FXB, for short, and that seeks to implement in the field day by day the basic rights of the most destitute children, the Aids orphans and other vulnerable children. This award is also a tribute to the work of the 550 FXB colleagues around the world who relentlessly contribute to change the fate of the most destitute by empowering them to access their basic rights.

FXB, the Association François-Xavier Bagnoud, targets the forgotten issues of forgotten people in forgotten places. So I would also like to accept the prize on behalf of the 200 million children, orphans, Aids orphans and vulnerable children, who do

not have a voice and who cannot claim the implementation of their rights as spelled out in the Convention on the Rights of the Child - a Convention ratified for the past 10 years by all the countries of our planet except the United States and Somalia.

Children do not vote, they don't lobby, and when they are poor and orphaned, they don't buy. So they do not weigh on decisions of the affluent and powerful world.

Not much has changed in 10 years for most of the children in our world of six billion people, about two billion of whom are 14 years and younger. And the Convention on the Rights of the Child carries a legal obligation of implementation.

- Yet, 540 million children in the world live in dangerous and unstable situations.

- 120 million primary school-age children do not go to school; 53% of them are girls.

- 246 million children work in abusive conditions.

- 150 million children under 5 die every year of preventable diseases and malnutrition due to poverty and lack of access to basic social services.

- By 2010, there will be close to 200 million orphans, Aids orphans and vulnerable children in destitution and despair drifting out into decivilization fueling the ranks of the already recognized 300,000 child soldiers, the 1.2 million children abducted into sex trafficking, and the unknown millions more who voluntarily enter the sex trade just to survive. And the list goes on.

Nelson Mandela said once: "There is no keener reflection of a society's soul, than the way it treats its children."

Something that I will never forget, and that remains as a watermark beneath many of the breaking new striking images of our 21st century history and media news, is a Sabena flight from Conakry to Brussels, unknowingly carrying two desperate West African teens who had smuggled themselves into a landing gear

mechanism, despairing of their future in Africa. Yaguine Koita, 14, and Fode Tourkana, 15, hoping to find a better life in Europe froze themselves to death. On their dead bodies, a letter was found. It speaks more eloquently than anything of what we must do for those who live in a world void of rights, exposed to violence, disease, lack of education, exploitation and poverty. In parts, the letter pleads with European leaders: "We put our trust in you, please help us," it says. "If we are sacrificing ourselves and putting our lives in jeopardy, it is because we are suffering too much in Africa, and we need your help to fight against poverty and bring war to an end. However, our greatest need is education. We are asking you to help us study, to become like you, in Africa."

Education: Article 29 of the Convention on the Rights of the Child. Our global world is complacently abusing daily Article 29 and Article 19 that call for all measures to protect children from physical, mental, sexual abuse and exploitation. And Article 6 about the survival and development of all children. And Article 24 that demands that children enjoy the highest sustainable standard of health and have access to treatment and rehabilitation. As an accelerator of abuse, we now have Aids, that is not only a medical crisis but also a social crisis compounding poverty and pushing the horizon of access to rights even further away.

We do not understand, nor apply enough, the inextricable link between health and human rights and how that link, when respected and implemented, is a powerful tool of poverty eradication and roots into our global community security and stability. We do just the opposite; we complacently let exclusion, lack of education and poverty fester and thrive, and this unhealthy social fabric breeds the social diseases of instability and insecurity leading to epidemics of war and terrorism. Therefore, poverty and health can become an unbreakable vicious circle. Education and empowerment of women are the first steps of rights access in breaking this circle.

That is why in 1992, I joined with the late Dr Jonathan Mann, human rights and Aids pioneer, and established at the Harvard School of Public Health, the François-Xavier Bagnoud Centre for Health and Human Rights to be an advocate for the rights of

those most affected by pandemics, poverty, and neglect with a special attention to children.

At FXB, in our 90 projects in 17 countries, of which, India is one country with 35 states and outer territories each of which has at least one FXB program, we help bring up and rescue thousands of children within their extended families and local communities implementing the basic articles of the Convention, and enabling them to access back their dignity. But we are only repairing a few holes in the Global Village Social Safety Net out of which children drift into barbarity every day.

Orphans have frighteningly high rates of malnutrition, stunted growth, and illiteracy. Sometimes their relatives exploit them, or take their meager inheritance. In Tanzania, in Zimbabwe, in Malawi, there are so many households with only orphans, the oldest being 15 or 16. They rely on food from neighbours. No one organizes them; they have nothing. So, in fear of having no food for tomorrow, they will keep some. It rots. There is no fridge. Ants and insects crawl over the leftovers. These children live, but they live in squalor and abandonment, indignity and horror. These children are prime recruits for prostitution, drug dealing, criminal gangs, and also for ragtag militias.

In West Africa, a rebel commander said that a 12-year-old is the ideal soldier. Old enough to carry an AK42 and to understand and carry out an order, but too young to have any compunction against terrorists acts of human destruction.

In Sierra Leone, Ibrahim, a child who became soldier at 8 and at 14 was called General Shareblood, told a French reporter that he drank a cup of human blood every morning mixed with drugs, sending one of his 50 child soldiers to fetch a prisoner or an innocent civilian whose head he cut off with a machete.

Look at the evening news whether in Ivory Coast or the Congo, you see children who are carrying guns and fighting. And who are they? Yes, they are orphans and most probably Aids orphans as in Liberia, as in Uganda, the thousands of children abducted in the Lord's Resistance Army of rebels, as with the Tamil Tigers in Sri Lanka.

A Human Rights Watch report declares that 20% of the Burmese regular army is made up of children, the largest child army in the world. When punished, one boy was stripped naked and given 30 blows, and after his skin was bloody, the officer rubbed salt on the wounds on his back. The boy screamed. A few hours later, he died.

Another Human Rights Watch report details the suffering of orphans as young as three forced to work in near slavery conditions as domestics or agricultural laborers in West Africa in such countries as Ivory Coast and Togo.

In Colombia, child assassins as reported by the New York Times do cocaine, kill 10 to 15 people on contracts, and then get killed themselves or overdose.

These children are all rights holders. They should be provided with the mechanisms to participate in the processes and decisions that concern them and affect their lives. Yet, in the North we also witness that in London, according to "Le Monde", one child out of two lives under the level of poverty without access to basic rights; their parents are immigrants and are unemployed. In Russia, there are one million children roaming the streets, surviving by drug dealing, prostitution, and they are spreading Aids. Migrant children are barely surviving in Spain and France.

The International Herald Tribune reports on youth in US in the cities where teenage girls are raped, boys are shot, and out-of-school youth is surging. As Jack Wuest, a teacher from Chicago said: "These kids need a fair shake and they are not getting it. That 'fair shake' should be access to their basic rights especially in the richest country in the world.

All these vulnerable children, orphans, Aids orphans must be reeled back urgently and effectively into their communities with education, health care, nutrition, family love, and psychological support to prevent a global youth catastrophe.

There are some slivers of glimmering hope that need to be taken to scale at the global village level. For instance, in Kenya,

President Kibaki proclaimed education free for all. Over a million new school age children poured at once into the classrooms. There is also a slow improvement in Latin America, especially in Mexico and Brazil, in children's health and education levels.

But we need a coalition of countries for a better tomorrow to bring children access to their rights urgently, and worldwide, not border by border, but as a global societal emergency. The global crisis of hundreds of millions of children who carry the future of our global village - this earth coop of which we are all shareholders - is part of a global crisis of governance. The growing population of Aids orphans is the showcase of this crisis.

All of you here today can do a lot. You have the power to integrate the awareness of this huge young population deprived of rights into everything you deal with. What better leader than the North-South Centre of the Council of Europe to mobilize this effort starting with the European Community. And Portugal, as a spearheading country, and all the ambassadors here present to come together on this issue.

You have the power to encourage, educate, and stimulate governments to put this issue on the top of their agendas. At FXB, we have modestly started two complimentary activities. One is to get the mayors of the world to declare May 7th, Aids Orphans Day. This year we got over 250 mayors and village leaders worldwide to come on board. And we intend to do much better next year.

The second is to mobilize the youth of the North to be the spokespeople of the youth of the South. This year 20 New York schools in Manhattan, the Bronx and Brooklyn collected money for Aids orphans, and each class made a symbolic Safety Net out of a fisherman's net. They spread these nets across the walls of a huge gymnasium with little messages of hope fastened to the ties of the net. At the end of the day, in a similar manner, we the adults must encourage a youth movement from the children of the North to help the children of the South.

I will finish with two quotes from a girl and from a boy from the South. Little 13-year-old Gabriela Azurduy from Bolivia said:

"We are not the sources of the problems; we are the resources you need to solve them."

And a teenager from Bangladesh: "Give us, your children, a good today. We will, in turn, give you a good tomorrow."

Kay Rala Xanana Gusmão

Président de la République démocratique du Timor-Leste



Excellences,
Monsieur le Président Jorge Sampaio,
Monsieur Mota Amaral, Président de
l'Assemblée de la République,
Distingués députés,
Dignes membres du gouvernement,
Monsieur Klaus Schumann, représentant
du Secrétaire Général du Conseil de
l'Europe,
Monsieur Driss Khrouz, représentant du
président du Conseil exécutif du Centre

Nord-Sud du Conseil de l'Europe,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

C'est avec une grande humilité mais aussi avec une immense fierté que je représente le peuple du Timor-Leste à cette cérémonie de remise du prix Nord-Sud. Non moins grand est le plaisir et la satisfaction de me trouver encore une fois entouré de tant d'amis du Timor-Leste.

Au Timor-Leste, nous sommes conscients que le chemin à parcourir est long et difficile, parsemé d'immenses défis, notamment en ce qui concerne la fidélité aux principes et aux idéaux. Certains de ces défis devront être surmontés rapidement si l'on veut que l'indépendance prenne tout son sens pour notre peuple.

Malgré l'impression négative laissée par les événements de décembre dernier - dus à la conjoncture et dont les causes ont été clairement identifiées -, la tranquillité est aujourd'hui une réalité au Timor-Leste. Cependant, la paix ne correspondant pas pour nous à un concept abstrait mais bien à un comportement,

nous considérons qu'il est fondamental de construire une culture de la paix qui enracine et cristallise la tranquillité et la sérénité.

Ce processus comporte deux composantes déterminantes : la réconciliation nationale et la mobilisation et la participation des citoyens au processus de construction de l'État de droit et au processus de développement national.

À cet effet, nous avons axé nos efforts dernièrement sur l'intensification d'actions en faveur du développement d'une participation démocratique, du droit et de la tolérance. Si d'un côté nous encourageons le débat collectif, en vue de panser les blessures du passé, et la confiance en l'avenir, de l'autre nous mettons sur la liste des priorités la participation de tous à un débat ouvert et démocratique sur les questions qui préoccupent l'ensemble de la population et qui favorisent la structuration des institutions de l'État et la construction de l'État de droit.

Le 20 mai de l'année dernière, nous avons hissé notre drapeau et le monde a entendu pour la première fois l'hymne national de la plus jeune nation du monde. À cette date, le Timor-Leste disposait déjà d'une constitution et d'un parlement national démocratiquement élu.

Malgré cela, l'État démocratique et de droit n'était encore qu'un projet et il n'a commencé à prendre forme qu'au cours de cette année. Des pas importants ont été franchis, notamment en ce qui concerne l'élaboration du système judiciaire, l'organisation de l'administration publique et la structuration des institutions qui composent et définissent l'État et sa nature.

Mais il reste encore beaucoup à faire pour consolider ce processus, surtout au niveau du renforcement des capacités et du vécu démocratique des citoyens. J'ai récemment investi le président de la cour d'appel. Cette institution est une pièce cruciale pour le bon fonctionnement du système judiciaire. Cependant, pour donner une idée plus claire de la phase où nous en sommes et une vision objective de notre réalité, il convient d'ajouter que par manque de juges timorais formés et expérimentés, cette cour a dû provisoirement assumer le rôle de cour suprême.

Comme le système judiciaire, les institutions de maintien de l'ordre et de la loi effectuent leurs premiers pas. La force de défense, dont le premier bataillon est né d'un corps de guérilleros des Falintil, spécialise peu à peu sa formation et, de façon générale, sera bientôt en mesure de répondre aux objectifs de sa mission. La police nationale du Timor-Leste a cependant un long chemin à parcourir en ce qui concerne la définition de son rôle et de ses méthodes et le processus de formation et de changement des mentalités indispensable pour le système démocratique que nous sommes déterminés à mettre en place.

Dans ce processus de construction de l'État, nous considérons la participation de chacun comme essentielle. À cet effet, nous avons mis en place une initiative de la Présidence de la République appelée «Dialogue national». Il s'agit de placer au cœur du débat des questions qui préoccupent la population, soit parce qu'elles l'affectent directement, soit parce que la population est consciente de l'enjeu qu'elles représentent pour l'avenir du pays.

Le plus récent dialogue national, réalisé il y a moins d'un mois, a abouti à un débat profond et ouvert, après plus de deux mois de débats locaux et régionaux. Il portait sur le rôle, les objectifs et la mission des pouvoirs locaux. Nous considérons la décentralisation du pouvoir, et surtout la participation directe et active de la population au débat et à la résolution des problèmes qui la concernent, comme essentielle à la construction d'une culture de la paix et de la démocratie, et à une prise de conscience et une responsabilisation des citoyens dans la définition du destin du pays. Il s'agit d'une forme directe et participative de démocratie et d'acquisition de la signification réelle de la notion d'indépendance qui, aussi belle qu'elle soit, peut parfois être vide de sens. Il s'agit de faire de chaque citoyen l'acteur principal du processus de développement social, politique et économique du pays.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Après un an d'indépendance, le Timor-Leste vit des temps particulièrement déterminants pour son intégration à la communauté des nations.

Le monde traverse actuellement une période où les relations entre les sociétés, entre les peuples et entre les pays sont difficiles.

La notion de «village global» présupposait un éveil collectif qui aurait permis de comprendre les grands maux de l'humanité. Mais la globalisation, dans son plus puissant outil qu'est l'information, a accentué les écarts existants entre les pays riches et les pays pauvres.

Voilà le grand défi qui se pose au Timor-Leste, cette petite moitié d'île de 19 000 km² avec une population de moins d'un million d'habitants.

C'est le défi de l'avenir, un avenir que nous voulons construire pour une nouvelle génération d'enfants et de jeunes de moins de vingt ans qui constituent plus de la moitié de notre population.

Nous avons obtenu l'indépendance non pas comme une récompense mais comme la meilleure des justices que l'on pouvait rendre à la détermination, au courage et aux énormes sacrifices consentis par notre peuple. Mais la lutte pour l'indépendance a également été empreinte de rêves, d'aspirations, d'idéaux.

Nous faisons partie des dix pays les plus pauvres du monde - c'est là le cruel héritage de la lutte pour la liberté, mais aussi le fardeau que nous portons chaque matin au réveil, soucieux de donner sa vraie valeur à l'indépendance.

Le leitmotiv de réduction de la pauvreté, d'usage courant dans le glossaire du développement des pays du Sud, revêt donc pour nous une signification très particulière.

Dans les relations difficiles entre le Nord et le Sud, nous nous rendons compte qu'il existe certains facteurs qui empêchent d'arriver à un consensus d'amélioration des relations.

D'un côté, nous nous apercevons que les pays riches ne sont pas encore parvenus à définir une politique plus compréhensive par rapport aux pays du Sud.

De l'autre, nous voyons que les pays du Sud choisissent de ne pas être réceptifs aux principes universels et aux valeurs de démocratie et de justice.

La réduction de la pauvreté implique un investissement à différents niveaux, du politique au culturel, du judiciaire à l'économique.

Il faut inciter les pays en développement et sous développés à une plus grande reconnaissance de l'importance fondamentale de l'adhésion aux valeurs universelles de droits humains dans la vie démocratique des sociétés.

La culture de la transparence à elle seule peut donner lieu à un combat pertinent contre la corruption, y compris la corruption des mentalités. Et quand cela arrivera, le système judiciaire sera le meilleur pilier d'une société où les droits et les devoirs de la citoyenneté s'équilibreront pour une meilleure harmonie et une meilleure justice sociale.

La réduction de la pauvreté doit passer par une juste distribution de la richesse nationale et s'accompagner d'un effort permanent pour améliorer la qualité de vie de la population des zones rurales.

Et seule la participation directe et consciente, individuelle et collective des populations au débat des problèmes et à la planification des actions peut garantir une politique durable de développement.

La rationalisation des mesures et la systématisation inadéquate dans la mise en œuvre des actions, quel que soit l'espace de développement dans le Sud, manquent d'objectivité en termes de priorité des engagements, ce qui entraîne forcément une absence de réciprocité des efforts.

Quand l'éducation et la santé sont établies comme des priorités immuables dans n'importe quel pays, au détriment de l'agriculture et de l'artisanat comme sources plus durables de revenus, on court le risque de construire des millions d'écoles que les enfants ne pourront pas fréquenter parce que leurs parents

n'ont pas d'argent pour payer les frais d'inscription et que les gens recourent à l'assistance médicale fournie par l'État, qui n'est pas toujours efficace, parce qu'ils n'ont pas d'argent pour se tourner vers d'autres solutions.

On en arrive alors à une situation où une société sous développée se voit contrainte d'effectuer un bond acrobatique vers les nouvelles technologies de la connaissance réservées à un petit groupe bien établi dans la société, pendant que la majorité de la population vit dans la misère, la faim et dans un assujettissement permanent aux maladies.

Une autre situation se révèle insupportable pour certains pays engagés dans la démocratisation de leur système.

Dans la région à laquelle nous appartenons, nous disposons de deux exemples flagrants : les Philippines et l'Indonésie.

Pendant la guerre froide, les dictatures étaient les bienvenues et l'on se prêtait à tous les excès, que ce soit en termes de violation des droits humains ou en termes de corruption. Les coffres de l'État se vidaient et cela ne provoquait pas un seul battement de cils des pays occidentaux.

Aujourd'hui ces deux pays, et surtout l'Indonésie, doivent faire face à de gigantesques défis pour mener à bien le processus de démocratisation.

Sans que cela en soit la cause principale, il convient d'attirer l'attention sur le fait que les gouvernements actuels ont hérité, et cela constitue la part la plus importante de leur patrimoine, des dettes contractées par les régimes antérieurs auprès des pays qui en exigent aujourd'hui le remboursement et qui augmentent chaque année.

Nous joignons notre voix à la nécessité urgente pour les pays en développement et sous développés d'adopter des politiques plus ouvertes, favorables à la démocratisation des sociétés, au respect des droits civils et politiques, à la bonne gouvernance et à la transparence, à l'engagement de la société civile et à l'adoption de politiques implacables de lutte contre la corruption.

Nous exprimons aussi nos préoccupations en ce qui concerne le manque de tolérance, le manque de dialogue et le recours à la violence qui stigmatisent les sociétés, éloignant ainsi les chances de construction de la paix à l'intérieur et entre les pays.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Le monde traverse aujourd'hui d'intenses moments de tension, supérieure selon moi à celle qui régnait durant la guerre froide.

Le terrorisme, le trafic illégal de personnes et de drogues, la guerre, l'intolérance entre les religions et les cultures, le sida et même la pneumonie atypique participent aux effets d'un ordre économique mondial qui réduit de plus en plus les perspectives de récupération ou de développement des pays pauvres.

Les experts disent que la pauvreté, que l'on pourrait aussi appeler mauvaise distribution des richesses, engendre l'insatisfaction, alimente l'intolérance et encourage la violence.

Les Objectifs du millénaire témoignent d'une détermination de tous les responsables du monde à combattre la misère qui accable la majorité de la population mondiale.

Nous croyons qu'il doit en premier lieu exister une volonté chez les pays en développement d'adopter des politiques appropriées et concrètes allant dans ce sens.

D'un autre côté, nous croyons fermement que les pays riches doivent prendre clairement conscience de la nécessité de redéfinir leurs politiques d'aide, et notamment de porter leur contribution à l'aide au développement à un minimum de 0,07% du produit intérieur brut, d'annuler la dette ou de la rééchelonner pour les pays les plus endettés, et enfin de permettre un meilleur accès au marché des pays les plus riches en abolissant les barrières douanières excessives et en simplifiant les procédures. À ces questions s'en ajoute une dernière qui mérite toute notre attention : il s'agit de la politique des subventions agricoles qui a pour effet de placer les pays les plus pauvres

dans une position désavantageuse et dans une situation de pauvreté permanente.

C'est d'après moi le plus grand défi qui se pose à la mise en œuvre des stratégies visant à atteindre les Objectifs du millénaire.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

J'attribue le prix Nord-Sud 2002 aux efforts déployés par le Timor-Leste au cours de cette première année d'indépendance pour son positionnement international, guidé par les principes démocratiques de justice, de tolérance, de coopération entre les peuples et les nations.

Depuis l'adhésion du Timor-Leste à l'Onu, nous nous efforçons de participer à toutes les institutions et organisations qui nous permettent de mieux comprendre les relations complexes qui régissent le monde aujourd'hui.

Le Timor-Leste a été admis comme membre à part entière au sein du Mouvement des non alignés en février dernier. Il y a à peine plus d'un mois, nous sommes devenus observateurs de l'organisation des États ACP ayant signé l'Accord de Cotonou.

Nous nous efforçons d'être admis comme membre du Forum régional de l'Asean et comme observateur de l'Asean.

Nous continuons à travailler à la mise en place d'un forum de coopération sous régional réunissant Sabah en Malaisie, Mindanao dans le sud des Philippines, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Nouvelle-Calédonie, le Territoire du Nord de l'Australie, la région orientale de l'Indonésie et le Timor-Leste. Une coopération économique plus étroite s'avère fondamentale pour une coopération à d'autres niveaux tels que les infrastructures, la santé, l'éducation et la sécurité, essentiels à la stabilité de la région.

Nous sommes convaincus que la stabilité sociopolitique du Timor-Leste et la construction de la paix dans notre pays et

dans notre région sont la plus grande contribution qu'un pays, jeune et petit comme le nôtre, puisse donner à son propre peuple, à la communauté internationale et à la paix mondiale.

Merci beaucoup.

Kay Rala Xanana Gusmão

Presidente da República democrática de Timor-Leste

Excelências,
Presidente Jorge Sampaio,
Dr Mota Amaral, Presidente da Assembleia da República,
Distintos Deputados,
Digníssimos membros do Governo,
Dr Klaus Schumann, Representante do Secretário Geral do Conselho da Europa,
Dr Driss Khrouz, Representante do Presidente do Conselho Executivo do Centro Norte-Sul do Conselho da Europa,
Distintos Convidados,
Senhoras e Senhores,

É com grande sentido de humildade, mas com enorme orgulho, que represento o Povo de Timor-Leste nesta cerimónia de atribuição do Prémio Norte-Sul 2002. E não é menor o prazer e a satisfação de, mais uma vez, me encontrar rodeado de tantos amigos de Timor-Leste.

Em Timor-Leste estamos conscientes de que o caminho que enfrentamos é longo e difícil, com tremendos desafios, nomeadamente ao nível da fidelidade aos princípios e ideais. Alguns destes desafios terão de ser ultrapassados com urgência para que a independência adquira um significado real para o nosso Povo.

Apesar da percepção negativa causada pelos acontecimentos de Dezembro passado - circunstanciais e bem demarcados nas suas causas - a realidade hoje em Timor-Leste é de tranquilidade. Contudo, porque não consideramos a Paz um conceito abstracto, mas sim um comportamento, consideramos fundamental a construção de uma cultura de Paz que enraíze e cristalice a tranquilidade e serenidade.

Este processo apresenta duas componentes determinantes: a reconciliação nacional e o envolvimento e participação dos cidadãos no processo de construção do Estado de Direito e no processo de desenvolvimento nacional.

Nesse sentido, temos centrado a nossa atenção na intensificação das acções, com vista ao desenvolvimento da vivência democrática, do respeito e da tolerância. Se por um lado estimulamos a discussão colectiva com vista a sarar as feridas do passado e o olhar com confiança o futuro, por outro, colocámos na agenda de prioridades o envolvimento de todos no debate aberto, alicerçado em normas democráticas, de questões que preocupam a generalidade da população e que são estruturantes das instituições de Estado e da construção do Estado de Direito.

A vinte de Maio do ano passado içámos a nossa bandeira e o mundo ouviu pela primeira vez o hino nacional da mais jovem nação do mundo. Nessa data, Timor-Leste já dispunha também de uma Constituição e de um Parlamento Nacional democraticamente eleito.

No entanto, o Estado democrático e de Direito era ainda uma intenção por concretizar e que só no decurso deste ano começou a tomar forma. Foram dados passos importantes, nomeadamente na construção do sistema de justiça, na organização da administração pública e na estruturação das restantes instituições que compõem e definem o Estado e a sua natureza.

Contudo, muito resta ainda fazer para consolidar este processo, nomeadamente ao nível da capacitação técnica e de vivência democrática dos cidadãos que delas fazem parte. Recentemente, empossei o Presidente do Tribunal de Recurso. Esta instituição é uma peça crucial para o funcionamento pleno do sistema de justiça. Contudo, para uma ideia mais clara da fase do processo em que nos encontramos, e para um conhecimento objectivo da nossa realidade, resta dizer que, por falta de um colectivo de juizes timorenses plenamente formados e com experiência, este Tribunal teve de assumir, temporariamente, as funções do futuro Supremo Tribunal.

À semelhança do sistema de justiça, também as instituições de lei e de ordem começaram a dar os primeiros passos após o seu nascimento. A Força de Defesa, cujo primeiro batalhão nasceu do corpo de guerrilheiros das FALINTIL, está gradualmente a especializar a sua formação e, de uma forma geral, a atingir os objectivos propostos para a sua missão. A Polícia Nacional de Timor-Leste, contudo, ainda tem um caminho longo a percorrer, quer na definição do seu papel e métodos de cumprimento, quer no processo de formação e de mudança de mentalidade, imprescindível ao sistema democrático que estamos determinados a consolidar.

Neste processo de construção do Estado, consideramos essencial o envolvimento de todos. Para tal, lançamos a iniciativa da Presidência da República designada por 'Diálogo Nacional'. Trata-se de lançar a debate questões que preocupam a população quer pela forma directa como a afecta quer pela consciencialização de que pode afectar o futuro do país.

O Diálogo Nacional mais recente, realizado há menos de um mês, culminou num debate profundo e aberto após mais de dois meses de debates locais e regionais e visou a discussão e debate sobre o papel, objectivos e missão do Poder Local. Consideramos a descentralização do poder e, sobretudo, o envolvimento da população, de forma directa e activa, na discussão e solução dos problemas que mais a afectam, essencial à construção da cultura de Paz e da Democracia mas também, e não menos importante, essencial à consciencialização e responsabilização dos cidadãos na definição dos destinos do país. Será uma forma directa e participativa de Democracia e de aquisição de significado real do conceito, belo mas passível de vazio, de Independência. Trata-se de tornar cada cidadão no actor principal do processo de desenvolvimento social, político e económico do país.

Excelências,
Minhas senhoras e Meus Senhores,

Após um ano de independência, Timor-Leste experiencia tempos particularmente cruciais de desenhar a sua inserção na comunidade das nações.

O mundo de hoje vive um ambiente de relações difíceis entre sociedades, entre povos e entre países.

O conceito de "aldeia global" pressupunha um acordar coletivo para perceber os grandes males da humanidade, mas a globalização, no seu mais poderoso instrumento que é a informação, enfatizou melhor as diferenças vividas no mundo real, entre os países ricos e os países pobres.

É este o grande desafio que se coloca a Timor-Leste, uma pequena meia ilha, com 19 mil km² e uma população de menos de um milhão de habitantes.

O desafio do futuro; um futuro que se quer construir para a nova geração de crianças e jovens abaixo dos 20 anos, e que constituem mais de metade da nossa população.

Conseguimos a independência, não como prémio mas como a melhor justiça que se fez à determinação e à bravura e aos imensos sacrifícios consentidos pelo nosso Povo. Mas a luta pela independência foi feita também de sonhos, de aspirações, de ideais.

Somos dos dez países mais pobres do mundo - e isto constitui uma herança cruel da luta pela liberdade e este é também o peso que transportamos ao despertarmos todas as manhãs, para o compromisso permanente de dar o real valor à independência.

Tem assim um significado muito especial para nós o moto hoje usual no dicionário do desenvolvimento dos países do sul, da redução da pobreza.

Nas difíceis relações entre o Sul e o Norte reparamos que existem factores que contribuem para dificultar um consenso de melhoria do relacionamento.

Por um lado, reparamos que os países ricos não conseguiram ainda traçar uma política mais compreensiva em relação aos países do Sul.

Por outro, vemos que os países do Sul continuam a enveredar pela não receptividade aos princípios universais e aos valores de Democracia e Justiça.

A redução da pobreza implica investimentos em vários planos, desde o político ao cultural, desde o judiciário ao económico.

Tem que haver um maior impulso para uma maior assunção dos países em desenvolvimento e sub-desenvolvidos, da importância fundamental de adesão aos valores universais dos Direitos Humanos na vida democrática das sociedades.

Só a cultura da transparência pode desencadear um pertinaz combate à corrupção, incluindo a corrupção das mentalidades. E, quando isto acontecer, o sistema judicial será o melhor suporte de uma sociedade, onde os direitos e os deveres de cidadania se equilibram para uma melhor harmonia e justiça social.

A redução da pobreza tem que partir por uma justa distribuição da riqueza nacional, no esforço permanente de elevar a qualidade de vida da população das zonas rurais.

E só a participação directa e consciente, individual e colectiva, das populações no debate dos problemas e na planificação de acções, pode garantir uma política sustentável de desenvolvimento.

A padronização de medidas e a sistematização inadequada na implementação de acções para todo e qualquer espaço de desenvolvimento no Sul carecem de objectividade na priorização dos empenhos, o que obviamente encontrará uma falta de reciprocidade de esforços.

Quando se colocam, por exemplo, a educação e a saúde como as prioridades imutáveis para qualquer país, em detrimento da necessidade de impulsionar a agricultura e o artesanato como fontes mais sustentáveis de rendimento, cai-se no risco de se construírem milhares de estabelecimentos de ensino e as crianças não poderem ir à escola porque os pais não têm dinheiro para pagar as propinas e as pessoas recorrerem apenas

à assistência médica prestada pelo Estado, que nem sempre é eficiente, porque não há dinheiro para optarem por outras alternativas.

Cria-se uma situação em que se força uma sociedade sub-desenvolvida, a um salto acrobático para as novas tecnologias do conhecimento, reservado a um pequeno segmento bem colocado na sociedade, enquanto que a maioria da população vive na miséria, na fome, e em sujeição permanente às doenças.

Existe uma outra situação insuportável para alguns países, que estão empenhados na democratização do sistema.

Da região a que pertencemos, temos dois exemplos flagrantes que são as Filipinas e a Indonésia.

No período da guerra fria, as ditaduras eram bem-vindas e todo o excesso praticado, seja em termos de violação dos Direitos Humanos seja em termos de corrupção que esvaziava os cofres do Estado, não merecia nem um único pestanejar de olhos dos países ocidentais.

Hoje, os dois países e, sobretudo a Indonésia, enfrentam gigantescos desafios para prosseguir a bom termo o processo de democratização.

Não será obviamente a razão principal, mas deve-se chamar a atenção para o facto de que os actuais governos foram obrigados a herdar, como o seu mais rico património, as dívidas que os anteriores regimes contraíram com a benevolência dos países que, hoje, exigem o pagamento dessas dívidas, que ano a ano se avolumam.

Nós juntamos a nossa voz à necessidade premente de os países em desenvolvimento e sub-desenvolvidos adoptarem políticas mais abertas para a democratização da sociedade, para o respeito pelos Direitos Cívicos e Políticos, para a necessidade de boa e transparente governação, para o envolvimento da Sociedade Civil e para a adopção de políticas firmes de combate à corrupção.

Expressamos ainda as nossas preocupações quanto à falta de tolerância, à falta de diálogo e ao recurso à violência que estigmatizam sociedades afastando assim as hipóteses de construção da paz dentro dos países e entre países.

Excelências,
Senhoras e Senhores,

O mundo de hoje vive intensos momentos de tensão, penso que superior à que existia no período da guerra fria.

O terrorismo, o tráfico ilegal de pessoas e de drogas, a guerra, a intolerância entre religiões e culturas, a Sida e inclusive a pneumonia atípica, juntam-se aos efeitos de uma ordem económica mundial que reduz cada vez mais as perspectivas de recuperação ou de desenvolvimento dos países pobres.

Os entendidos dizem que a pobreza, por outras palavras poderíamos dizer a má distribuição das riquezas, cria a insatisfação, alimenta a intolerância e encoraja a violência.

Os Objectivos do Milénio são englobantes de uma preocupação de todos os responsáveis do mundo no combate sobretudo à miséria que assola a maioria da população do mundo.

Nós acreditamos que deve, em primeiro lugar, existir um cometimento dos países em desenvolvimento para adoptar políticas correctas e concretas nesse sentido.

Por outro lado, acreditamos firmemente que deve haver também uma consciência clara sobre a necessidade de redefinição das políticas de ajuda por parte dos países ricos, nomeadamente o aumento das suas contribuições para a assistência ao desenvolvimento para, no mínimo 0,7% do PIB, o perdão da dívida ou o re-escalamento da mesma aos países mais endividados e, por último, um maior acesso aos mercados dos países mais ricos, através de medidas de levantamento de barreiras alfandegárias excessivas e simplificação de procedimentos. A estas questões alia-se uma que merece grande preocupação da nossa parte, que é a política de subsídios agrícolas

cujo efeito é a colocação dos países mais pobres em maior desvantagem e contínuo estado de pobreza.

Este será, creio, o maior desafio para a implementação das estratégias que visam alcançar os Objectivos do Milénio.

Excelências,
Senhoras e Senhores,

Enquadro a atribuição do Prémio Norte-Sul 2002, do Conselho da Europa, no contexto dos esforços que Timor-Leste tem desenvolvido neste primeiro ano de independência para o seu posicionamento internacional, orientado pelos princípios democráticos de justiça e tolerância e de cooperação entre povos e nações.

Após a adesão de Timor-Leste à Organização das Nações Unidas, continuamos empenhados em participar em todas as organizações e instituições que nos permitam perceber melhor as complexas relações que hoje prevalecem no mundo.

Timor-Leste foi admitido como membro pleno do Movimento dos Não-Alinhados em Fevereiro último. Tornámo-nos observadores da organização dos países da ACP, tendo assinado o acordo de Cotonou há pouco mais de um mês.

Estamos a trabalhar para sermos admitidos como membros do Fórum Regional da Ásia e como membro-observador da ASEAN.

Continuamos a trabalhar no sentido de amadurecer a ideia de um fórum de cooperação sub-regional que inclua Sabah, na Malásia, Mindanao, o Sul das Filipinas, a Papua Nova Guiné, a Nova Caledónia, o Território Norte da Austrália, a região oriental da Indonésia e Timor-Leste.

Uma cooperação económica mais estreita será fundamental para outras áreas de cooperação como infra-estruturas, saúde, educação e segurança, que contribuirão para a estabilidade da região.

Estamos convictos de que a estabilidade sócio-política de Timor-Leste e a construção da Paz no nosso país e na região serão o maior contributo que um pequeno e jovem país como o nosso podem dar ao seu próprio povo, à comunidade internacional e à Paz Mundial.

Muito Obrigado.

Jorge Sampaio

Président de la République du Portugal



Monsieur le Président de la République
du Timor-Leste,
Monsieur le Président de l'Assemblée de
la République,
Madame Albina du Boisrouvray,
Monsieur le représentant du Secrétaire
Général du Conseil de l'Europe,
Monsieur le vice-président du Conseil
exécutif du Centre Nord-Sud,
Mesdames et Messieurs les ambassa-
deurs,

Illustres invités,
Mesdames et Messieurs les députés,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur de m'associer, comme je cherche toujours à le faire, à la cérémonie de remise du prix Nord-Sud du Conseil de l'Europe.

Je le fais avec d'autant plus de plaisir quand les deux lauréats sont le Président Xanana Gusmão et Madame Albina du Boisrouvray. Ils illustrent tous deux de manière exemplaire la signification profonde du prix du Conseil de l'Europe, destiné à célébrer la lutte pour la liberté et la démocratie, la défense de la dignité humaine et la solidarité entre le Nord et le Sud, dans tous les domaines importants.

Le Président Xanana Gusmão a le privilège de se confondre avec la lutte pour la démocratie et la liberté au Timor-Leste. Ce fut dans une lutte tragique, marquée par l'isolement et l'oppression, que s'est forgée la nation timoraise. J'ai accompagné cette lutte dès la première heure et j'ai pu m'engager, comme Président de la République, dans la phase décisive durant laquelle il fut possible de garantir l'exercice libre et démocratique du droit à l'autodétermination des Timorais ainsi que la

transition pacifique vers l'indépendance, sous l'égide des Nations Unies.

Je me suis entretenu pour la première fois avec le Président Xanana Gusmão le jour de son transfert vers l'annexe de la prison de Cipinang. Je peux témoigner de ses qualités d'intelligence et de sacrifice, de sa privation et de son engagement permanent pour l'édification d'une démocratie pluraliste mise au service du développement des Timorais.

Je suis sûr que ce prix, qui récompense au moment opportun les mérites exceptionnels du Président Xanana Gusmão, constitue une motivation de plus pour que nous tous continuions à accompagner le Timor-Leste sur la bonne voie, en toute liberté et en toute sécurité.

La Comtesse Albina du Boisrouvray, présidente de l'Association François-Xavier Bagnoud, est un exemple édifiant des plus hautes qualités de solidarité, de dévouement et d'humanité.

Permettez-moi de souligner l'importance de son association et des Maisons François-Xavier Bagnoud dans la lutte contre le sida. Il s'agit d'institutions pionnières dans ce domaine, notamment en Thaïlande, en Colombie et au Brésil. Je dois en particulier mentionner son admirable travail auprès des enfants orphelins, qui s'accompagne d'un souci permanent de ne jamais séparer l'urgence des soins de santé des droits des patients et de leur dignité.

Le sida continue d'être une sentence de mort dans de nombreux pays pauvres du Sud. Cependant, il existe en ce moment des signes positifs importants, aussi bien du côté des spécialistes de la santé, plus confiants dans leur capacité à contenir la pandémie dans les pays émergents, que du côté des pays plus riches qui mettent à disposition du Fonds global contre le sida les moyens financiers indispensables pour ne pas perdre cette opportunité.

Madame Albina du Boisrouvray, permettez-moi de le dire, vous êtes devenue la voix des enfants sans voix et leur espoir.

Je souhaite vivement que tous les responsables puissent vous prendre en exemple dans la lutte contre le sida et dans la défense des droits des enfants.

Mesdames et Messieurs,

Les prix Nord-Sud que j'ai eu le plaisir de remettre sont le témoignage de notre admiration et de notre reconnaissance envers le Président Xanana Gusmão et Mme Albina du Boisrouvray. Ils sont aussi le gage de notre détermination à poursuivre la lutte pour une société internationale où les valeurs partagées que sont la liberté, la solidarité et la justice puissent s'imposer, dans le respect des principes de droit.

Jorge Sampaio

Presidente da República de Portugal

Senhor Presidente da República de Timor-Leste,
Senhor Presidente da Assembleia da República,
Senhora Albina du Boisrouvray,
Senhor Representante do Secretário-Geral do Conselho da
Europa,
Senhor Vice-Presidente do Conselho Executivo do Centro
Norte-Sul,
Senhoras Embaixadoras e Senhores Embaixadores,
Ilustres convidados,
Senhoras Deputadas e Senhores Deputados,
Minhas Senhoras e Meus Senhores,

Tenho muita honra em me associar, como procuro sempre fazer, à cerimónia de entrega dos Prémios Norte-Sul do Conselho da Europa.

Faço-o com tanto maior gosto quando os dois galardoados são o Presidente Xanana Gusmão e a Senhora Albina du Boisrouvray, que representam ambos, de maneira exemplar, o sentido essencial do Prémio do Conselho da Europa, que quer realçar a luta pela liberdade e pela democracia, a defesa da dignidade humana e a solidariedade entre o Norte e o Sul, em todos os domínios relevantes.

O Presidente Xanana Gusmão tem o privilégio de se confundir com a luta pela independência e pela democracia em Timor-Leste. Foi uma luta trágica, marcada pelo isolamento e pela opressão, em que se forjou a nação timorense. Acompanhei essa luta desde a primeira hora e pude empenhar-me, como Presidente da República, e com Portugal inteiro na fase decisiva em que foi possível garantir o exercício livre e democrático do direito de autodeterminação dos Timorenses, bem como a transição pacífica para a independência, sob a égide das Nações Unidas.

Falei pela primeira vez com o Presidente Xanana Gusmão no dia em que foi transferido para o anexo da prisão de Cipinang. Posso testemunhar as suas qualidades de inteligência e de sacrifício, o seu despojamento e o empenho permanente na edificação de uma democracia pluralista que sirva o desenvolvimento dos Timorenses.

Estou certo que este Prémio, que em boa hora reconhece os méritos excepcionais do Presidente Xanana Gusmão, representa um estímulo adicional para todos nós continuarmos a apoiar Timor-Leste no bom caminho, em liberdade e em segurança.

A Condessa Albina du Boisrouvray, Presidente da Fundação François-Xavier Bagnoud, é um exemplo notável das mais altas qualidades de solidariedade, de dedicação e de humanidade.

Permitam-me que sublinhe a importância da sua Fundação e das casas François-Xavier Bagnoud na luta contra a Sida. Trata-se de instituições pioneiras neste domínio, designadamente na Tailândia, na Colômbia e no Brasil. Em especial, devo referir o seu admirável trabalho junto das crianças órfãs, com a preocupação permanente de nunca separar a urgência dos cuidados de saúde dos direitos dos pacientes e da sua dignidade.

A Sida continua a ser uma sentença de morte em muitos países pobres do Sul. Todavia, existem, neste momento, sinais positivos importantes, quer da parte dos especialistas de saúde pública, mais confiantes na capacidade de conter a pandemia nos países emergentes, quer da parte dos países mais ricos, no sentido de dotar o Fundo Global das Nações Unidas com os meios financeiros indispensáveis para não perder essa oportunidade.

Madame Albina du Boisrouvray, permettez-moi de le dire, vous êtes devenue la voix des enfants sans voix et leur espoir. Je souhaite vivement que tous les responsables puissent vous prendre en exemple dans la lutte contre le Sida e dans la défense des droits des enfants.

Minhas Senhoras e Meus Senhores,

Os Prémios Norte-Sul, que tive a honra de entregar, são o testemunho da nossa admiração e do nosso agradecimento ao Presidente Xanana Gusmão e à Senhora Albina du Boisrouvray. São também penhor da nossa determinação de continuar a lutar por uma sociedade internacional, onde os valores comuns da liberdade, da solidariedade e da justiça se possam impor, no respeito pelos princípios do direito.

Contributions

Directeurs de la publication

David Gakunzi
Eliane Carvalho

Assistants de rédaction

Dalila Pinto
Ilda Oliveira
Sandra Alves

Traduction

Delphine Servoz-Gavin
Wendy Graça

Révision

Delphine Servoz-Gavin

Photos

Paulo Petronilho
Assemblée de la République portugaise

Conception graphique

Carlos Luís
Design de comunicação
Lisbonne, Portugal

Impression

Ateliers du Conseil de l'Europe

Lisbonne, octobre 2003.

Le Centre Nord-Sud tient à remercier l'Assemblée de la République portugaise pour son appui constant et sa précieuse collaboration dans l'organisation et la tenue de la cérémonie officielle de remise du prix Nord-Sud.

La cérémonie de remise du Prix Nord-Sud de Lisbonne 2002

contact :

| www.nscentre.org

Avenida da liberdade, 229-4º, P-1250-142 Lisboa

| tel. (+351) 213 584 030

fax (+351) 213 584 037

nscinfo@coe.int



Centre Nord-Sud
du Conseil de l'Europe

